

moment-là, l'établissement prochain d'une nouvelle forme d'aide, destinée surtout à améliorer les conditions de logement et de vie des gens. Mais tout cela est encore à venir. Les gens doutent encore une fois de la compétence et de la sincérité du gouvernement.

Le gouvernement doit à tout prix non seulement présenter un programme destiné à améliorer les conditions de logement et d'existence, mais établir un ensemble de priorités pour s'attaquer aux problèmes suivants: mauvaise utilisation des terres, tracés de rues de qualité inférieure, installations insuffisantes en matière d'achats et de transport, administration du gouvernement et services sociaux médiocres. C'est au gouvernement fédéral et aux gouvernements provinciaux qu'il appartient d'établir les priorités voulues selon leurs recettes fiscales. Où sont ces programmes? Les crédits augmentent tous les ans et tous les ans on se plaint de l'insuffisance des programmes sociaux du gouvernement actuel. Le gouvernement devrait mettre constamment à la disposition des municipalités les ressources voulues pour mener à bien les programmes de conservation, d'amélioration et de réaménagement des quartiers actuels et nouveaux. On devrait viser en cela à sauvegarder le passé et à prévenir la formation de taudis.

La conservation et l'amélioration des quartiers domiciliaires pour les gens à revenus moyens ou modestes sont tout particulièrement importantes en ce qu'elles permettent aux gens qui y demeurent d'établir un plan et de le mener à bien. Le gouvernement actuel jusqu'ici n'a pas réussi à établir un régime social qui conserverait la beauté des quartiers. Il est grand temps qu'il présente un programme qui, dans certaines limites, accorderait aux quartiers des subventions et des prêts.

**M. l'Orateur suppléant (M. Laniel):** A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. Le député de Kent-Essex (M. Danforth) a la parole.

**M. H. W. Danforth (Kent-Essex):** Monsieur l'Orateur, je veux vous exprimer mes remerciements pour m'avoir permis de participer à ce débat, étant donné que j'en envisageais la perspective avec plaisir depuis quelque temps. En présentant au Parlement cette motion d'opposition, nous espérons obtenir du gouvernement une aide positive et une indication de la nature du programme. Comme d'habitude, et comme on pouvait s'y attendre, les ministériels, dont le ministre lui-même, ont insisté sur leurs réalisations dans ce domaine. Ils ont, comme d'habitude, prétendu que les Canadiens n'avaient jamais eu la partie aussi belle. Comme d'habitude également, avec la véhémence qu'exigent les prochaines élections, ils promettent de formidables solutions à ce très grave problème. Mais nous ne saurions nous contenter de cela. En ce qui concerne l'habitation, ce n'est pas ce que réclament les Canadiens du gouvernement actuel ou de tout autre gouvernement.

On serait porté à croire, en écoutant les orateurs du côté du gouvernement, qu'ils ne se rendent pas compte de la gravité du problème et du nombre de Canadiens concernés au Canada à l'heure actuelle, qu'ils appartiennent à la catégorie des indigents, des revenus moyens et même des gens aisés. Il faut vraiment que quelque chose aille mal dans l'économie d'un pays pour qu'un gouvernement prétende avec calme qu'une personne gagnant moins de \$8,000 par an n'a pas à chercher à posséder sa propre maison, et que des jeunes devraient s'engager financièrement pour 40 ans en vue de payer une maison.

J'espère, monsieur l'Orateur, que vous avez été aussi impressionné et choqué que moi par les chiffres cités. Ces

chiffres indiquent que ceux qui achètent leurs maisons, en paieront quatre fois le prix avant que leur dette ne soit soldée. C'est inacceptable car un plus fort degré d'improvisation entraînera encore plus de problèmes qu'à l'heure actuelle.

En indiquant le nombre de maisons construites, le ministre ne m'a absolument pas impressionné. Si je l'ai bien compris, 230,000 logements seraient mis en chantier cette année. Il n'a pas précisé quel chiffre le ministre et les Canadiens considèrent comme le minimum absolu d'unités qui doivent être construites chaque année. Il n'a pas dit qu'au cours des quatre dernières années, nous n'avons pas mis en chantier les 100,000 logements qui constituent le minimum réellement nécessaire. C'est pourquoi le genre de faits et de chiffres que les députés de la majorité ont fait consigner peuvent être trompeurs. Ils ne relatent pas la vérité.

Ils parlent de réalisations, mais les réalisations ne suffisent pas lorsque les gens n'ont pas d'endroit où vivre. Mais parler de la nécessité de nouvelles constructions et de nombreuses consultations entre les trois niveaux de gouvernement, comme le font mes collègues, voilà l'important. Ce qui se produit maintenant, c'est l'aménagement de terrains pour maisons mobiles. Nous voyons des caravanes dans des arrière-cours ou le long de maisons. Cela aggrave le problème sur le plan des égouts, de l'écologie, des écoles etc.

Certaines de ces maisons se trouvent à vrai dire dans des gravières. Comme mon collègue le député de Spadina (M. Ryan) l'a fait observer, il y a des gens qui vivent dans des autobus transformés, dans des remorques et même dans des installations plus piteuses. Lorsque nous tolérons une telle situation au Canada les choses ne tournent vraiment pas rond et il faut y remédier. Nous ne pouvons pas attendre que des modifications soient apportées plus tard. Cela n'est pas suffisant. Après deux législatures ce gouvernement a eu l'occasion d'améliorer la situation du logement au pays. Il ne l'a pas fait. Quelle solution de rechange y a-t-il?

**L'hon. M. Basford:** Pas vous.

**M. Danforth:** Le ministre dit que ce n'est pas moi. Je suppose qu'il veut dire mon parti.

**L'hon. M. Basford:** Rien de personnel.

**M. Danforth:** Monsieur l'Orateur, mon parti et mes collègues trouvent que les mesures prises par ce gouvernement ne diffèrent pas de celles que l'on avait prises au cours des ans, lesquelles se sont révélées inefficaces. C'est là notre objection. Nous croyons qu'il faut adopter une attitude radicalement nouvelle. Si le gouvernement peut affecter jusqu'à 1 milliard de dollars à la création d'un nouvel aéroport international, avec tout ce que cela entraîne pour l'environnement et la campagne avoisinante, pour les petites municipalités et villes, ne devrions-nous pas dépenser la même somme pour créer de nouvelles municipalités là où on en a besoin?

• (1640)

Quand on songe qu'aujourd'hui, on crée des usines d'uranium ou autres pour la production d'électricité et qu'on doit construire ces usines près des grandes étendues d'eau pour permettre l'élimination des excédents d'énergie sous forme de chaleur, ne serait-il pas logique, possible et pratique de construire ces usines au cœur de nouvelles municipalités dont les logements seraient chauffés et alimentés en électricité par cette énergie excédentaire? Ne